

Unité départementale du Val-d'Oise  
5, rue de la Palette  
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 22 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ALOE ENVIRONNEMENT**

Rue de la Sucrierie  
Zone artisanale La Justice  
95380 VILLERON

Références : UD95 – 2022 - 0622

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement ALOE ENVIRONNEMENT implanté Rue de la Sucrierie Zone artisanale La Justice 95380 VILLERON. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALOE ENVIRONNEMENT
- Rue de la Sucrierie Zone artisanale La Justice 95380 VILLERON
- Code AIOT dans GUN : 0006517542
- Régime : Autorisation (IED au titre de la thématique du traitement de déchets)

Le site ALOE ENVIRONNEMENT est une filiale du groupe PICOTY, implantée 5 bis rue de la Mare Poissy sur le territoire de la commune de Villeron, au sein des Zones d'activités de la Justice.

La société ALOE ENVIRONNEMENT, de collecte des huiles usagées, a notamment été développée afin de proposer une solution aux clients d'une entreprise voisine, CAMPUS ILE DE FRANCE, qui exerce notamment le commerce de gros d'huiles neuves. La société CAMPUS ILE DE FRANCE est aussi une filiale du groupe PICOTY.

La société ALOE ENVIRONNEMENT réalise des activités de transit et regroupement d'huiles usagées.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Système de management environnemental
- Gestion des eaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Système de management environnemental	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 2.1.1.2	/	Sans objet
Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 2.3.1	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.2.2	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.4	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.9	/	Sans objet
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les points réglementaires contrôlés, le site est entretenu et exploité conformément à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

Les fiches de constats suivantes fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle :

**Nom du point de contrôle :** Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 2.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Système de management environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié [...] <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels [...]</p>
<b>Constats :</b> La Direction du groupe PICOTY (certifié ISO 26001), dont la société ALOE ENVIRONNEMENT fait partie, engage une politique de développement durable, dont le premier cycle a couvert la période 2019-2022. Cette politique est globale et pas spécifique à chaque entité du groupe. En outre, les enjeux du développement durable et aussi de RSE sont pris en compte d'après l'exploitant. <p>Le groupe, qui compte environ 1500 salariés en France, adapte cette politique au niveau local à ses entités, dont ALOE ENVIRONNEMENT.</p> <p>Le contexte du site permet un degré de formalisation du système de management de l'environnement qui reste proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels, ainsi les éléments présentés par l'exploitant sont pertinents pour le site d'ALOE ENVIRONNEMENT. En outre, à partir de 2022 l'exploitant indique poursuivre ses efforts à ce sujet, pour une nouvelle période d'une durée prévue de 3 ans.</p>
<u>La prescription contrôlée est vérifiée.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Intégration paysagère

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

**Constats :** Le site est bien entretenu et apparemment propre.



*Illustration des deux cuves de regroupement d'huiles usagées*

La prescription contrôlée est vérifiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schema de tous les reseaux et un plan des egouts sont etablis par l'exploitant, regulierement mis a jour, notamment apres chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus a la disposition de l'inspection des installations classees ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des reseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaitre : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>- les secteurs collectes et les reseaux associes,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>- les ouvrages d'epuration interne avec leurs points de controle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé la gestion des eaux du site, uniquement pluviales, d'après le plan des réseaux. Il a précisé la position du séparateur, légèrement décalé sur le plan par rapport à la réalité, sans que cela n'impacte l'intelligibilité du document.  En outre, l'exploitant a indiqué que les eaux collectées par la rétention des cuves, serait en tant que de besoin pompée puis évacuée comme déchets. Toutefois cela ne s'est produit qu'une fois depuis la mise en service de l'installation, puisque ces eaux s'évaporent fréquemment.  L'aspect de la cuve de rétention, contenant de l'eau au moment de l'inspection, ne laissait pas apparaître de pollution importante.  <u>La prescription contrôlée est vérifiée.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Collecte des effluents liquides

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et conduites des installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. [...]

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur qui est de type vanne manuelle.

Les fiches de suivi du nettoyage des decanteurs-separateurs d'hydrocarbures [...] sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. La justification du bon dimensionnement des dispositifs de traitement des eaux pluviales est également tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :** L'exploitant a présenté le registre du suivi périodique de la bonne marche du séparateur d'hydrocarbures notamment.

Un registre spécial des incidents existe mais n'a pas dû être alimenté depuis 2020 puisqu'aucun incident ni accident ne s'est produit d'après l'exploitant.

**L'exploitant pourra intégrer le contrôle visuel du volume des boues, en étant vigilant au fait qu'en cas où il atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement, le nettoyage de l'équipement devait être mis en oeuvre.**

Sur ce point l'exploitant s'est engagé à sa mise en place, **sur une fréquence semestrielle à titre indicatif**, qu'il lui revient d'adapter en fonction de la réalité de son exploitation.

En outre, l'exploitant a indiqué que le prochain nettoyage du séparateur est prévu le 22 juillet 2022, le lendemain de l'inspection du 21 juillet.



*Illustration de l'accès au séparateur d'hydrocarbure en date du 21 juillet 2022*

La prescription contrôlée est vérifiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées par un ou plusieurs séparateur(s) hydrocarbure(s), avant rejet dans le réseau de collecte. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré (point N°1 mentionné à l'article 4.3.5), les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. [...] Les résultats d'analyse des paramètres cités à cet article sont tenus à la disposition de l'inspection des installations Classées.
<b>Constats :</b> D'après les résultats d'analyse datés du 28 avril 2022, aucun dépassement n'est à déplorer, de plus suite à l'instruction du réexamen IED de l'exploitation d'ALOE ENVIRONNEMENT, les conditions de surveillance mises jour sont bien mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Un piezometre etant present sur le site, celui-ci fait l'objet d'une gestion et d'une protection conforme a la norme NF X10-999. Il fait notamment l'objet d'une protection vis-a-vis des eaux superficielles, d'une protection de la tete de forage, d'une protection contre les eaux de remontees artesiennes et d'une protection contre la corrosion. Afin d'éviter l'introduction d'objets divers, de substances ou des actes de vandalismes, il est indispensable de verrouiller les protections en tete de forage de telle sorte qu'elles ne puissent etre ouvertes sans l'aide d'une cle ou d'un outil special.
<b>Constats :</b> Le piézomètre n'était pas verrouillé. L'exploitant l'a remarqué et s'est engagé à mettre en place l'action corrective immédiatement en y apposant un cadenas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet